

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

21 octobre 2016

DOCUMENT
C-M(2016)0056-AS1 (INV)

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE
DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
POUR L'EXERCICE 2015**

SUITE DONNÉE

Le 21 octobre 2016, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAPMA, joint au C-M(2016)0056 (INV), et il a approuvé la recommandation du RPPB visant la communication au public.

(signé) Rose E. Gottemoeller
Secrétaire générale déléguée

NOTE : La présente note fait partie du C-M(2016)0056 (INV) et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

Communiqué au Monténégro

17 octobre 2016

DOCUMENT

C-M(2016)0056 (INV)

Procédure d'accord tacite :

21 oct 2016 15:00

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
POUR L'EXERCICE 2015**

Note de la secrétaire générale déléguée

1. On trouvera ci-joint le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers 2015 de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA).
2. Dans son rapport sur la NAPMA pour 2015, l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité. Ces états financiers contiennent une mention claire, approuvée par le Comité de direction de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), du fait qu'ils peuvent être communiqués au public.
3. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (voir annexes), qui a estimé en conclusion que l'opinion sans réserve émise par l'IBAN sur les états financiers 2015 de la NAPMA témoignait du travail acharné de la direction et du personnel de l'Agence pour mettre en application l'ensemble des mesures approuvées par le Conseil ces dernières années en vue d'améliorer la réglementation comptable et financière, la gouvernance, la transparence et le compte rendu.
4. Je ne pense pas que cette question nécessite un débat au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 21 octobre 2016 à 15 heures**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAPMA et qu'il aura approuvé la recommandation du RPPB concernant la communication au public.

(signé) Rose E. Gottemoeller

4 annexes
1 pièce jointe

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



PAGE BLANCHE

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR
L'EXERCICE 2015**

**Rapport
du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références : (a) IBA-A(2016)78 – Rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
(b) C-M(2016)0023 – Cadre comptable OTAN
(c) PO(2015)0751 – Règlement financier de la NAPMA
(d) PO(2015)0052 – Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

Introduction

1. Le présent rapport contient les observations et les recommandations du RPPB concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de la NAPMA pour l'exercice 2015 (référence (a)).

Examen de la question

2. Le RPPB est ravi de constater que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAPMA et une opinion sans réserve sur la conformité pour l'exercice 2015. Il note également que plus aucune des observations formulées lors de précédents audits ne reste en souffrance.

3. L'IBAN a fait figurer dans son rapport un paragraphe intitulé « Observation particulière »¹, dans lequel il appelle l'attention sur le traitement comptable des achats effectués dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) des États-Unis, qui sont présentés suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et non suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. L'IBAN note toutefois que cette démarche est conforme à la version révisée du cadre comptable OTAN (référence (b)), que le Conseil a approuvée le 29 avril 2016 et qui s'applique avec effet rétroactif au

¹ Le paragraphe « Observation particulière » permet à l'auditeur d'appeler l'attention sur un élément des états financiers dont l'importance est telle qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.

1^{er} janvier 2015. Cette dérogation temporaire² aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) a été instaurée pour contourner un problème sur lequel les entités OTAN n'ont effectivement pas de prise.

4. Le RPPB note que la NAPMA a publié ses états financiers de 2015 avant l'approbation par le Conseil (référence (b)) de la version révisée des dispositions relatives aux informations à fournir pour ce qui concerne le traitement comptable des achats effectués au titre du programme FMS des États-Unis, et il attend donc de celle-ci qu'elle s'y conforme lors de l'établissement de ses prochains états financiers.

5. Le RPPB se félicite des avancées significatives que l'IBAN a constatées s'agissant de la conformité avec les articles du règlement financier de la NAPMA, approuvé par le Conseil (référence (c)), qui concernent le contrôle interne, la gestion des risques et l'audit interne. Le RPPB note que la NAPMA a fait davantage de progrès à cet égard que d'autres entités OTAN, et il salue sa détermination à continuer d'améliorer les procédures établies. Le RPPB invite le responsable de la politique en matière d'information financière à encourager les entités OTAN à communiquer sur les bonnes pratiques en la matière, et il invite la NAPMA à apporter sa contribution à cet égard.

6. Par ailleurs, le RPPB juge encourageants les progrès réalisés par la NAPMA et par le Comité de direction de la NAPMO depuis l'an dernier en matière de transparence financière. Les états financiers de 2015 contiennent une mention claire, approuvée par le Comité de direction de la NAPMO, du fait qu'ils peuvent être communiqués au public tels quels et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en établir une version spéciale, comme c'était le cas auparavant. Le RPPB en profite pour rappeler à la NAPMA la décision du Conseil selon laquelle, à compter du 1^{er} janvier 2016, les rapports annuels non classifiés établis par les entités OTAN à financement par le client et/ou à financement multinational pourront être rendus publics (référence (d)).

Conclusions

7. Le RPPB note avec satisfaction que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2015 de la NAPMA, ce qui témoigne du travail acharné de la direction et du personnel de l'Agence pour mettre en application l'ensemble des mesures recommandées par le RPPB et approuvées par le Conseil ces dernières années en vue d'améliorer la réglementation comptable et financière, la gouvernance, la transparence et le compte rendu. Le RPPB note qu'il y a encore à faire pour assurer la pleine mise en application de ces mesures.

² Le RPPB a décidé de garder la situation à l'examen et de déterminer, d'ici à mars 2020 au plus tard, si les dispositions faisant l'objet d'une adaptation temporaire doivent rester d'application, être modifiées ou devenir permanentes (référence (b)).

Recommandations

8. Le RPPB recommande au Conseil :
- (a) de prendre note du rapport de l'IBAN sur les états financiers 2015 de la NAPMA ainsi que du présent rapport ;
 - (b) d'entériner les conclusions exposées au paragraphe 7 ;
 - (c) d'approuver la communication au public du présent rapport, du rapport de l'IBAN (référence (a)) et des états financiers de la NAPMA correspondants, conformément à la politique établie dans le document de référence (d).

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté
de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2015**

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du programme d'acquisition coordonnée du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). La gestion du programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2015, les dépenses de la NAPMA – y compris les ajouts aux projets de modernisation – se sont établies à environ 93 millions de dollars des États-Unis (USD).

Le Collège a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, et une opinion sans réserve sur leur conformité.

Le Collège appelle l'attention sur le traitement comptable des achats effectués dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) des États-Unis, qui sont présentés suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et non suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Il est à noter également que les montants correspondant aux contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines sont comptabilisés sur la base des données ou des relevés de facturation communiqués par celles-ci. Cette démarche est conforme à la version révisée du cadre comptable OTAN qui a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord le 29 avril 2016 et qui s'applique avec effet rétroactif aux achats FMS effectués depuis le 1^{er} janvier 2015. Aucune réserve n'est formulée pour cette question précise.

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations, assorties de recommandations.

1. Caractère incomplet des informations fournies en application du cadre comptable OTAN pour ce qui concerne les contrats passés indirectement et les ventes militaires à l'étranger
2. Nécessité de mesures complémentaires pour une pleine conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

ANNEXE 2
C-M(2016)0056 (INV)

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de l'audit précédent, et il a constaté que deux de ces questions avaient été réglées, qu'une question était devenue caduque suite à l'adaptation du cadre comptable OTAN et qu'une autre encore était devenue caduque du fait que le Conseil de l'Atlantique Nord avait autorisé la NAPMO à déroger au NFR.

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

**DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2015 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de diverses notes jointes aux états financiers, et notamment une déclaration sur les méthodes comptables. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce que les états financiers donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer

une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est que les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable de l'OTAN, de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date

Observation particulière

Le Collège appelle l'attention sur le traitement comptable des achats effectués dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) des États-Unis, qui sont présentés suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et non suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Il est à noter également que les montants correspondant aux contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines sont comptabilisés sur la base des données ou des relevés de facturation communiqués par celles-ci. Cette démarche est conforme à la version révisée du cadre comptable OTAN qui a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord le 29 avril 2016 et qui s'applique avec effet rétroactif aux achats FMS effectués depuis le 1^{er} janvier 2015. Aucune réserve n'est formulée pour cette question précise.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

ANNEXE 3
C-M(2016)0056 (INV)
IBA-AR(2016)13

opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur la conformité

Le Collège estime que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 28 juillet 2016

Lyn Sachs
Présidente

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, et il a émis une opinion sans réserve à leur sujet ainsi que sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations, assorties de recommandations.

1. Caractère incomplet des informations fournies en application du cadre comptable OTAN pour ce qui concerne les contrats passés indirectement et les ventes militaires à l'étranger
2. Nécessité de mesures complémentaires pour une pleine conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne

Ces observations n'ont pas d'incidences sur l'opinion formulée au sujet des états financiers et de leur conformité.

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de l'audit précédent, et il a constaté que deux de ces questions avaient été réglées, qu'une question était devenue caduque suite à l'adaptation du cadre comptable OTAN et qu'une autre encore était devenue caduque du fait que le Conseil de l'Atlantique Nord avait autorisé la NAPMO à déroger au NFR.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. CARACTÈRE INCOMPLET DES INFORMATIONS FOURNIES EN APPLICATION DU CADRE COMPTABLE OTAN POUR CE QUI CONCERNE LES CONTRATS PASSÉS INDIRECTEMENT ET LES VENTES MILITAIRES À L'ÉTRANGER

Contexte

1.1 Selon l'article 6.1 du cadre comptable OTAN approuvé le 29 avril 2016, l'IPSAS 1 adaptée (Présentation des états financiers) a pour objet de clarifier le traitement comptable à appliquer et les informations à fournir en ce qui concerne les contrats passés indirectement en vertu d'un accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines, si aucune facture du fournisseur n'est produite à l'appui. Les entités OTAN présentant des états financiers sont autorisées à présenter des informations suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée pour le compte rendu relatif aux ventes militaires à l'étranger (FMS) américaines et aux contrats passés indirectement, c'est-à-dire par l'intermédiaire du US System Program Office (SPO), si elles ne sont pas en mesure de s'assurer que les données communiquées reposent sur l'application avérée des principes de la comptabilité d'exercice.

1.2 Selon le cadre comptable OTAN, les entités OTAN présentant des états financiers sont tenues :

- d'indiquer, dans la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables, que les informations correspondantes sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse modifiée ;
- de présenter ces informations sur une ligne séparée de l'état de la performance financière (intitulée par exemple « FMS ») en l'accompagnant d'une note de bas de page indiquant qu'elles sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse et non des principes de la comptabilité d'exercice, ainsi que d'un renvoi adéquat à la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables ;
- de faire figurer, dans l'état de la situation financière, une note de bas de page stipulant que les soldes présentés ne découlent pas tous de l'application des principes de la comptabilité d'exercice (avec indication des lignes concernées) et que l'on trouvera plus d'informations à ce sujet dans la note relative aux lignes concernées qui est jointe aux états financiers, avec renvoi adéquat à la section des notes consacrée aux méthodes comptables.

1.3 Les entités OTAN présentant des états financiers et appliquant cette disposition adaptée pour ce qui concerne les contrats passés indirectement indiquent, dans les méthodes comptables énoncées dans les notes jointes aux états financiers, que les informations présentées dans les états financiers sont basées sur des données et/ou rapports fournis par les autorités américaines en vertu de l'accord d'acquisition applicable.

Observations

1.4 Le Collège a constaté que les états financiers de la NAPMO n'étaient pas pleinement conformes aux exigences du cadre comptable OTAN relatives aux informations à fournir telles qu'énoncées ci-dessus. La NAPMA gère plusieurs projets pluriannuels, directement ou indirectement. Environ 29 % de l'ensemble des dépenses relatives à ces projets (inscrites à l'actif au titre des « Projets en cours » et constatées en tant que « Charges relatives à des projets ») correspondent à des contrats FMS passés indirectement.

1.5 Le Collège sait que l'approbation du cadre comptable OTAN est intervenue après la présentation des états financiers. Il attend donc de la NAPMA qu'elle fournisse les informations voulues dans ses prochains états financiers.

Recommandations

1.6 Le Collège recommande à la NAPMA :

- d'indiquer, dans la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables, que les informations relatives aux contrats FMS sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse modifiée ;
- de présenter ces informations sur une ligne séparée de l'état de la performance financière (avec mention du fait qu'elles correspondent à des contrats passés indirectement) en l'accompagnant d'une note de bas de page indiquant qu'elles sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse et non des principes de la comptabilité d'exercice, ainsi que d'un renvoi adéquat à la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables ;
- de faire figurer, dans l'état de la situation financière, une note de bas de page stipulant que les soldes présentés ne découlent pas tous de l'application des principes de la comptabilité d'exercice (avec indication des lignes concernées) et que l'on trouvera plus d'informations à ce sujet dans la note relative aux lignes concernées qui est jointe aux états financiers, avec renvoi adéquat à la

section des notes consacrée aux méthodes comptables – il s'agit des notes intitulées « Projets en cours », « Paiements anticipés » et « Autres passifs à long terme (livrables) » ;

- de mettre en correspondance, au terme de l'exécution d'un contrat d'acquisition, l'ensemble des biens et des services effectivement fournis et le montant total des dépenses exposées, lorsque les informations provenant du gouvernement des États-Unis et les résultats du contrôle des prix pratiqués qu'aura effectué l'organisme américain de vérification comptable des contrats de défense seront disponibles.

Commentaires de la NAPMO

La NAPMO souscrit aux recommandations. Selon l'article 6.1 du cadre comptable OTAN, l'IPSAS 1 adaptée (Présentation des états financiers) a pour objet de clarifier le traitement comptable à appliquer et les informations à fournir en ce qui concerne les contrats passés indirectement en vertu d'un accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines. La NAPMA est autorisée, en ce qui concerne les FMS et les contrats passés indirectement par l'intermédiaire du SPO, à présenter des informations suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et à utiliser à cet effet les données ou les relevés de facturation communiqués par les autorités américaines. Toutefois, le cadre comptable OTAN adapté a été approuvé après la présentation des états financiers de 2015.

2. NÉCESSITÉ DE MESURES COMPLÉMENTAIRES POUR UNE PLEINE CONFORMITÉ AVEC LA VERSION RÉVISÉE DU RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE

Contexte

2.1 Le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la version révisée du Règlement financier de l'OTAN (NFR) en date du 4 mai 2015. Il s'agissait de la première révision du NFR en plus de trente ans. Bien que l'article 36 prévoie que le Règlement entre en vigueur dès son approbation (à savoir le 4 mai 2015), le Conseil a accepté que cette nouvelle version du NFR ne soit pleinement d'application qu'à la fin de 2015. Par ailleurs, il est stipulé à l'article 4 de la version révisée du NFR que « le comité financier [...] adopte [...] une série de règles et procédures financières qui donnent des orientations supplémentaires propres à assurer la bonne exécution du présent Règlement. »

2.2 Les dispositions révisées du NFR sont plus explicites que celles de la version précédente s'agissant de la gestion des risques (article 11), du contrôle interne (article 12), de l'audit interne (article 13) et de l'établissement d'une commission consultative sur l'audit (article 16). Selon ces dispositions, il faut définir des procédures de gestion des risques qui soient conformes aux critères d'efficacité, d'efficience et d'économie, mettre en place les fonctions de gestion nécessaires à un contrôle interne efficace, faire en sorte que les organismes OTAN disposent d'une fonction d'audit interne permanente, dotée de ressources suffisantes et exercée conformément aux normes d'audit interne reconnues au niveau international, et établir une commission consultative sur l'audit. De plus, l'article 3 stipule que, dans un souci de saine gestion financière et aux fins du respect de l'obligation de rendre compte, les états financiers et les déclarations sur le contrôle interne doivent être signés chaque année par le chef d'organisme OTAN et par le contrôleur des finances.

2.3 Cette version révisée du NFR est l'occasion pour les organismes OTAN de renforcer et de codifier leur cadre général de contrôle interne, y compris la gestion des risques. Elle prévoit aussi la mise en place de fonctions d'audit interne, qu'elles soient exécutées au sein des organismes ou externalisées, l'objectif déclaré étant de pouvoir ainsi évaluer pleinement l'efficacité et l'efficience des activités et des contrôles internes, y compris la gestion des risques. Enfin, le Conseil veillera à ce que les règles et procédures financières (FRP) soient, dans toute la mesure du possible, cohérentes dans l'ensemble de l'OTAN.

Observations

2.4 Le Collège a constaté que la NAPMA avait réalisé des progrès significatifs mais qu'elle devait prendre des mesures supplémentaires pour atteindre la pleine conformité avec chacune des dispositions révisées du NFR.

2.5 La constatation faite par le Collège n'a rien de surprenant sachant que la version révisée du NFR n'a été approuvée par le Conseil qu'en mai 2015 et que les FRP, plus détaillées, demandées à l'article 4 de cette version n'ont été approuvées par le Comité des budgets qu'à la fin du mois de février 2016. En l'absence de telles règles détaillées jusqu'à la fin de 2015, le Collège considère cet exercice comme une année de transition. Il a décidé de rendre compte des progrès réalisés à l'égard de certains des articles révisés du NFR et de formuler des recommandations sur cette base. Les observations ainsi faites n'auront pas d'incidence sur l'opinion relative à la conformité pour l'exercice 2015, mais il n'en ira plus de même à partir de 2016.

2.6 Le Collège fait le point de la situation dans les domaines énumérés ci-après.

Article 3 – Responsabilité et obligation de rendre compte

2.6.1 Le Collège a constaté que le directeur général de la NAPMA, en sa qualité de chef d'organisme, et le contrôleur des finances de la NAPMA avaient tous deux signé la déclaration sur le contrôle interne ainsi que les états financiers, ce qui est pleinement conforme à la nouvelle version du NFR.

Article 11 – Gestion des risques

2.6.2 Le Collège a constaté que, dès 2006, la NAPMO avait intégré la gestion des risques dans sa politique de bonne gouvernance, approuvée par son comité de direction le 5 septembre 2006, et fait en sorte de concilier cette notion avec ses grands objectifs stratégiques. La gestion des risques au sein de la NAPMO n'a cessé d'évoluer depuis, et la dernière version du plan relatif à la gestion des risques a été approuvée le 10 juin 2016. Ce plan s'inspire des procédures d'évaluation et de gestion des risques liés aux projets qui sont couramment évoquées dans la documentation relative à la gestion de projet, il est conforme à la norme OTAN ARAMP-1 et il est adapté aux activités relevant du cœur de métier de la NAPMA qui sont menées actuellement.

2.6.3 Par ailleurs, la NAPMA tient un registre de l'ensemble des risques à l'échelle de l'entité. La dernière actualisation en date de ce registre remonte à juin 2016. Les risques sont répartis en quatre catégories, correspondant aux quatre domaines d'activité de l'Agence, à savoir la gestion exécutive, les acquisitions, la fonction d'autorité technique de navigabilité et la gestion du cycle de vie. Les risques répertoriés ont trait entre autres à la gouvernance, aux projets, aux questions financières, aux ressources humaines et à la gestion des informations.

2.6.4 La NAPMA cite l'ARAMP-1 (Guide OTAN de gestion des risques pour les programmes d'acquisition) comme cadre de gestion des risques. Ce document rassemble des concepts agréés, des bonnes pratiques et des techniques éprouvées en matière de gestion des risques à tous les niveaux et à toutes les étapes du déroulement d'un projet ou d'un programme. Conçu comme une aide aux programmes et projets d'acquisition, il fournit des indications spécifiques concernant l'utilisation d'outils et de techniques à des fins de gestion des risques. Le Collège a constaté que ce cadre couvrait la totalité des activités de gestion de projet de la NAPMA mais que celle-ci n'avait toutefois pas défini de cadre spécifique pour la gestion des risques à l'échelle de l'entité.

Article 12 – Contrôle interne

2.6.5 Le Collège a constaté que la NAPMA n'avait pas encore adopté de cadre de contrôle interne. Par ailleurs, on ne dispose pas non plus d'un cadre de contrôle interne applicable à l'ensemble de l'OTAN. Or un tel cadre, étayé par des documents et des

procédures appropriées, est indispensable pour garantir et pour montrer clairement à tous qu'un système complet de contrôle interne est en place.

2.6.6 L'audit des états financiers 2015 de la NAPMA n'a pas révélé de faiblesses significatives dans le contrôle interne. Néanmoins, tant qu'un cadre de contrôle interne spécifique n'aura pas été défini et été étayé par l'établissement systématique de documents sur les procédures de contrôle interne, le Collège ne sera pas en mesure de déclarer qu'un système complet de contrôle interne conforme à l'article 12 de la version révisée du NFR est bien en place.

Article 13 – Audit interne

2.6.7 La NAPMA s'est dotée en interne d'une fonction d'audit interne permanente, se conformant aux normes reconnues au niveau international en la matière et répondant à ses besoins propres. Le service d'audit interne de la NAPMA s'acquitte d'un vaste éventail d'activités, dans le cadre desquelles il évalue, dans l'ensemble de l'entité, l'exposition aux risques et l'efficacité des contrôles internes pour ce qui est de la gestion des risques inhérents à la gouvernance, à l'exploitation et aux systèmes d'information. Toutefois, ne disposant pas encore d'un cadre de contrôle interne complet, le service d'audit interne de la NAPMA n'est pas en mesure d'évaluer de manière exhaustive l'efficacité de ce cadre.

Article 16 – Commission consultative sur l'audit

2.6.8 Le Collège a constaté que la NAPMA avait établi un bureau d'audit, qui joue le rôle de la commission consultative sur l'audit prévue à l'article 16. Ce bureau d'audit s'est vu doter d'un mandat spécifiant ses missions et ses responsabilités (directive 06 de la direction de la NAPMA). Il a approuvé le plan d'audit interne pour 2016.

Recommandations

2.7 Le Collège formule les recommandations ci-après :

- a) la NAPMA devrait poursuivre l'élaboration d'une politique de gestion des risques à l'échelle de l'entité ; de l'avis du Collège, une coordination devrait être assurée de façon à ce que l'on procède de la même manière dans l'ensemble des organismes OTAN ;
- b) la NAPMA devrait adopter un cadre de contrôle interne, fondé sur des normes reconnues au niveau international, et celui-ci devrait être étayé par l'établissement systématique de documents détaillés concernant les procédures de contrôle interne ; de l'avis du Collège, une coordination devrait

être assurée de façon à ce que l'on procède de la même manière dans l'ensemble des organismes OTAN.

Commentaires de la NAPMO

La NAPMO prend note des recommandations exposées au paragraphe 2.7, alinéas (a) et (b).

La NAPMA a pour mission principale de gérer des programmes de modernisation. Par conséquent, toutes les procédures, y compris la gestion des risques, le contrôle interne et la gouvernance, sont ciblées de manière à contribuer à l'exécution de cette mission.

La NAPMA a mis au point une documentation détaillée concernant la gestion des risques et le contrôle interne. Elle entend bien continuer d'améliorer les procédures établies, dans le cadre de ce qu'elle considère comme un effort continu. Elle s'appuie pour cela sur les orientations du COSO « Guidance for Smaller Public Companies » (Enterprise Risk Management (ERM)), qui sont reconnues à l'échelle internationale.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue des audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

(1) Suites données aux observations antérieures

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
1. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.1 Valorisation des actifs relatifs aux « Projets en cours » Constatations Le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série de dépenses effectuées par l'intermédiaire du <i>US System Program Office</i>. Par conséquent, il n'a pas pu évaluer l'exhaustivité ni l'exactitude des montants enregistrés à ce titre au cours de l'exercice considéré. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA et aux autorités américaines de continuer de s'attacher à lui fournir suffisamment d'éléments probants pour entériner la valeur de tous les travaux effectués par les titulaires de marché américains qui lui est notifiée. Le Collège estime que cela devrait passer par une transmission plus rapide des formulaires DD250 aux fins d'un rapprochement entre les livrables physiques et les dépenses de l'exercice considéré. Par ailleurs, la NAPMA devrait, avec les autorités américaines, envisager la possibilité de mettre à disposition davantage d'éléments probants s'agissant des services fournis.	Observation devenue caduque du fait de l'application rétroactive de la version révisée du cadre comptable OTAN à l'exercice 2015.	Observation caduque.
2. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.3 Appel de fonds Constatations Le Collège a constaté que le montant total de l'appel de fonds au titre du budget CNS-ATM de 2012 était supérieur de 5 368 242 USD à la dotation autorisée.	Pour l'exercice 2015, le montant total des appels de fonds est resté en deçà du montant autorisé, et aucun pays n'a effectué de	Question réglée.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0056 (INV)
IBA-AR(2016)13

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
L'article 17.5 du Règlement financier de la NAPMO stipule qu'à titre exceptionnel, les appels de contributions peuvent être basés sur une méthode de calcul approuvée par le Comité de direction, par exemple un plafond de contributions fixe par année civile ou par exercice financier. Le Collège ne pense pas que le Comité de direction ait spécifiquement approuvé l'appel en question, qui excédait la dotation autorisée tout en restant en deça du montant global de l'autorisation de programme. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA de s'assurer qu'à l'avenir, tous les appels de contributions soient conformes au Règlement financier de la NAPMO et, si nécessaire, soumis à l'approbation du Comité de direction conformément à l'article 17.5 dudit règlement.	versement anticipé sur les appels de contributions à venir. Par ailleurs, la NAPMO a sollicité et obtenu du Conseil de l'Atlantique Nord une dérogation l'autorisant à intégrer dans la version révisée de son règlement financier un article en vertu duquel « compte tenu des cycles budgétaires [...], les pays peuvent également, à titre exceptionnel, effectuer des paiements anticipés pour s'acquitter de leurs obligations financières liées au programme » (article 29.5).	
3. Rapport sur la vérification des états financiers de 2005 IBA-AR(2006)21, paragraphe 4.2 Irrégularités dans les appels de contributions a) La NAPMA doit envoyer des appels de contributions identiques à tous les pays, sans adapter le total des besoins en liquidités aux préférences de chacun d'entre eux. b) La NAPMA doit veiller à ce que les courriers appelant au versement des contributions indiquent de manière explicite les montants supérieurs aux montants nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie réels.	Le Collège a constaté que la NAPMA avait, à compter de 2014, instauré un modèle de lettre/une facture type pour tous les appels de contributions.	Question réglée.
4. Rapport sur la vérification des états financiers de 2003 IBA-AR(2004)21, paragraphe 4.1 Avoirs bancaires inutilement élevés La NAPMA devrait abaisser le niveau de ses avoirs bancaires.	Le niveau des avoirs détenus fin 2015 représentait plus de 400 % des dépenses de l'année, mais la NAPMO a sollicité et obtenu du Conseil de l'Atlantique Nord une dérogation l'autorisant à intégrer dans la version révisée de son règlement financier un article en vertu duquel « compte tenu des cycles budgétaires [...], les pays	Observation caduque.

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0056 (INV)
IBA-AR(2016)13

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
	peuvent également, à titre exceptionnel, effectuer des paiements anticipés pour s'acquitter de leurs obligations financières liées au programme » (article 29.5).	

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2015

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Contents NAPMA Financial Statements	Page
Overview	Page 2 - 4
Statement of Financial Position	Page 5
Statement of Financial Performance	Page 6
Statement of Changes in Net Assets/Equity	Page 7
Cash Flow Statement	Page 8
Accounting Policies	Page 9 - 14
Notes to the Financial Statements	Page 15 - 24
Annex A Budget Execution Report	Page 25

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

OVERVIEW

Overview of the NAEW&C Programme Management Organisation's Operations and Environment (NAPMO)

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was to be designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In December 1978, a number of NATO Nations joined together to establish and implement the NATO AEW&C Programme. As a result of the international agreements formally ratified at that time, the NAEW&C Programme Management Organisation (NAPMO) was created as a NATO Production and Logistics Organisation and established as a NATO civil organisation under the provisions of the 1951 Ottawa Agreement i.a.w. its charter.

Nations agreed to operate and support the NAEW&C Force under a single Force Commander subordinate to the Strategic Commanders (SCs). The Supreme Allied Commander Europe (SACEUR) acts as the executive agent for the SC's in NAEW&C matters. However with regard to the maintenance and supply concept the NAPMO retained responsibility to represent the NAPMO Nations' interest, in particular the NAPMO BOD is responsible for the Depot Level Maintenance (DLM) policy and its execution, while NAPMO at the same time is responsible for the achievement of industrial benefits.

Currently, the NATO AEW&C Programme is comprised of 16 Nations participating as full member – Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey, and the United States.

The United Kingdom exercises limited participation as a NAPMO member; but its fleet of E-3D aircraft is an integral part of the NAEW&C Force.

France has an observer role and maintains continual coordination to ensure her four E-3F aircraft remain interoperable with the other E-3 fleets. France also often assists in coordinated operations with the NAEW&C Force.

Role of the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA)

As NAPMO executive agent, the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is accountable to the Board of Directors for planning and coordinating acquisition strategy, managing projects associated with modernisation of the E-3A fleet, providing sustainment support services, and overseeing the technical aspects of the NAEW&C airworthiness programme.

NAPMA is a programme management and budgetary organization funded through contributions made by the participating nations.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA's Peace Establishment (PE) is 116 posts, manned by seconded military officers and civilian personnel drawn from all of the Nations participating in the Programme. While most are located in Brunssum, the Netherlands, a small number perform their duties at the NATO Headquarters in Brussels, Belgium; in Manching, Germany; in Seattle and in Boston, the United States of America. The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties. The NAPMA General Manager (GM) is responsible for the Technical Airworthiness of the NAEW&C Fleet.

How NAPMA's operating environment affects its financial statements

NAPMA's overall activities are funded by Member Nations through projects and related Administrative Budgets; "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs" and approved annually by the NAPMO Board of Directors. Both these budgets, the acquisition budgets and the administrative budget jointly, are to remain within the overall Programme ceiling as agreed in the respective MMoU. The Administrative Budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. The Acquisition Budgets contain the credits for the modification of the NAEW&C fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities such as NAEW&C Force Command, NATO E-3A Component and NATO Support and Procurement Agency.

NAPMO has an agreement with the US Government (USG) that they can act as an exclusive general agent which has responsibility and authority to procure and manage the aircraft modernisation efforts. This gives NAPMO also a special arrangement in the Foreign Military Sales (FMS) process but more specifically the USG acts as the Agent for NAPMO resulting in Agent Contracts between NAPMO and US industry. The System Program Office (SPO) at Hanscom Airforce Base, Massachusetts to perform the day-to-day functions for the US Agent.

Compliance with Financial Regulations

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFRs) approved by the NAC on 08 January 2016, and the Financial Implementing Rules and Procedures (FRP).

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework which is based upon the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

How NAPMA's mission and strategies relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAPMA's mission is to plan, acquire and deliver improvements to the NATO AEW&C capabilities following the guidance of the NAPMO nations taking into account the life cycle considerations.

In relation to the financial position NAPMA has several separate multi-year projects, both direct and indirect (administered by US agent), which require maintaining high annual cash levels to satisfy requirements which may be required for the support of the procurement effort.

Analysis of NAPMA's Financial Statements

Key points to note in respect of the financial statements are:

- NAPMA's functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is stated in USD (\$) equivalent. Therefore realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognized in the Statement of Financial Performance.
- Existing funds (revenue recognized in previous years) are used to cover dedicated project expenditures which are recognized in the Statement of Financial Performance.

Risks and Uncertainties that affect NAPMA's Financial Position and Performance

Currently there are no specific risks that affect NAPMA's financial position and performance.

Public disclosure of NAPMA's Financial Statements

The NAPMO Board of Directors have approved that these Financial Statements, in accordance with PO(2015)0052, can be publicly disclosed.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

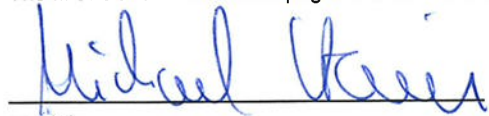
NAPMA Statement of Financial Position

as at 31 December 2015

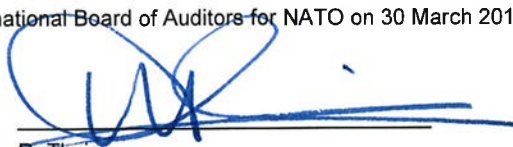
(in USD equivalent)

	<u>Note</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
ASSETS			
Current assets			
Cash and cash equivalents	1	377,301,476	327,163,543
Receivables	2	5,898,181	46,339,753
Prepayments	3	1,257,048	6,319,799
Other current assets	4	0	390
		<u>384,456,705</u>	<u>379,823,485</u>
Non-current assets			
Property, plant & equipment	5	748,494	729,165
Other non-current assets	6	196,692,528	131,889,074
		<u>197,441,021</u>	<u>132,618,239</u>
TOTAL ASSETS		<u>581,897,726</u>	<u>512,441,724</u>
LIABILITIES			
Current liabilities			
Payables and Accruals	7	4,489,238	3,102,331
Unearned Contributions	8	338,191,468	292,802,615
		<u>342,680,707</u>	<u>295,904,946</u>
Non-current liabilities			
Advances	9	40,381,734	83,597,349
Reimbursables NATO Entities	9	1,150,749	1,022,209
Other non-current liabilities	10	196,692,528	131,889,074
		<u>238,225,011</u>	<u>216,508,632</u>
TOTAL LIABILITIES		<u>580,905,717</u>	<u>512,413,579</u>
Net assets/equity		<u>992,009</u>	<u>28,146</u>
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		<u>581,897,726</u>	<u>512,441,724</u>

The financial statements on pages 5 to 25 were issued to the International Board of Auditors for NATO on 30 March 2016.



M. Hain
NAPMA General Manager



R. Thuis
NAPMA Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2015
(in USD equivalent)

	Note	2015	2014
Revenue			
Revenue from Contributions	11	26,380,041	23,744,808
Financial Revenue	11	3,721,979	0
Other Revenue	11	297,072	604,526
Total Revenue		30,399,091	24,349,334
Expenses			
Projects	12	8,977,187	2,764,118
Administrative	12	18,128,910	22,206,813
Depreciation and amortization	12	131,234	138,287
Finance Expenses	12	0	740,761
Total expenses		27,237,331	25,849,978
Surplus/(Deficit) for the period	13	3,161,760	(1,500,645)

NAPMA Statement of changes in net assets / equity

for the year ended 31 December 2015

(in USD equivalent)

	Restricted	Unrestricted	Accumulated Surpluses/ (Deficits)	Investment in Capital Assets	Accumulated Currency Transactions	Total 2015	Total 2014
Net Assets, beginning of year	20,338,282	8,388,653	(26,989,451)	729,165	(2,438,502)	28,146	3,461,306
Surplus/-Deficit for the year (excl. Depreciation)			3,292,995			3,292,995	(1,362,358)
Excess of Revenue over Expenditure	579,547	(579,547)				0	0
Transfer for Expenses						0	53,550
Net change in Investment in Capital Assets	(150,562)			19,328		(131,234)	(138,287)
Revaluation adjustment for current period					(2,197,898)	(2,197,898)	(1,986,065)
Net Assets, end of year	20,767,267	7,809,106	(23,696,456)	748,494	(4,636,400)	992,009	28,146

NAPMA Statement of Cash Flow

for the year ended 31 December 2015

(in USD equivalent)

	2015	2014
Cash Flow from Operating Activities		
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	3,161,761	(1,500,645)
Add: Non-Cash Movements		
Depreciation	131,234	138,287
Increase in Receivables	40,441,572	(2,350,524)
Decrease in Advance Payments	5,062,751	3,773,951
Decrease in Accruals/Deferrals	417	(35,944)
Increase in Payables	738,420	(282,348)
Increase in Unearned Contributions	45,388,854	36,351,862
Decrease in Advances Received	(43,087,075)	50,012,149
Change of Value in Asset Deliverable	66,008,483	43,342,466
Decrease in Goods Receipt	648,460	1,199,020
Net Cash Flow from Operating Activities	118,494,876	130,648,273
Cash Flow from Investing Activities		
Purchase of Assets	(150,562)	(20,842)
Correction to Assets	0	0
Purchase of Assets in Progress	(66,008,483)	(43,342,466)
Net Cash Flow from Investing Activities	(66,159,045)	(43,363,307)
Cash Flow from Financing Activities		
Fund Transfer from Net Assets	0	53,550
Effect of Currency Valuations		
Currency Valuation Operating Activities	0	0
Currency Valuation Financing Activities	(2,197,898)	(1,986,065)
Total Currency Valuations	(2,197,898)	(1,986,065)
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	50,137,933	85,352,451
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	327,163,543	241,811,092
Cash and Cash Equiv. End of Period	377,301,476	327,163,543

NATO UNCLASSIFIED

ACCOUNTING POLICIES

Basis of Preparation

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFR) and the Financial Implementing Rules and Procedures (FRP). NAPMA uses an Enterprise Resource Planning (ERP) System based on SAP to record and report financial information.

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework which is based upon International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) issued by the IPSAS Board (IPSASB) and relevant to NAPMA as decided by the North Atlantic Council in 2002.

IPSAS 12 – Inventories, IPSAS 17 - Property, Plant and Equipment and IPSAS 31 - Intangible Assets were adapted by the North Atlantic Council (the "NAC") in August 2013 for reporting periods beginning on 1 January 2013.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows are on an accrual based accounting using historical costs. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the financial statements provide information that is relevant to the decision-making and that is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

For the accounting of the expenditures related to indirect contracts, NAPMA records the amounts in the financial statements based on data/billing reports as provided by the US Government.

A slight difference in summation may occur due to the fact that all the figures have been rounded to the nearest dollar.

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical knowledge as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to formulate the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements. The most significant estimate used in these financial statements is the estimation of goods / services received.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Accounting Period

The 2015 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2015. In accordance with the NAPMO Financial Regulations (NFR), the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD equivalent (\$). The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget credits. The non USD expenditures are converted to the USD equivalent using the weekly posted NATO exchange rates for booking of transactions during the year, and to the NATO rate in effect at the end of the year to report the Statement of Financial Position.

Cash Flow Statement

IPSAS 2 – Cash Flow Statement allows the choice between presenting the cash flow based on the direct method or indirect method. NAPMA has selected the indirect method of presentation in these financial statements.

Revenue and Expense Recognition

Revenue is recognized from various sources including nations' contributions and currency gains. Effective 1 January 2007, all interest and other miscellaneous income is returned or credited to the Nations in accordance with Board of Directors (BOD) instructions.

Expenses are recognized as incurred to satisfy both miscellaneous project requirements and administrative related activities. Disbursements made for the acquisition of assets are not considered to be expenses; however, they are capitalized under Property, Plant & Equipment (PP&E).

Changes in Accounting Policy

In 2015 the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

Foreign Currency Transactions

Transactions in currencies, other than the functional currency, are translated into USD at the NATO exchange rates prevailing at the time of the transaction. Monetary assets and liabilities at year-end, which are in currencies other than USD, were translated into USD using the NATO exchange rates that were applicable on 31 December 2015.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognized in the Statement of Financial Performance.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Assets – Current Assets

The current assets of NAPMA are cash and cash equivalents, accounts receivables and prepayments. They are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance.

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts and deposits held with banks.

Receivables

Receivables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. No provisions are made against national debts as they deemed to be collectable.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivables from Nations, NATO Entities, Non-NATO Entities, Staff Members and other receivables, receivables from bank interest and long outstanding receivables.

Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nation. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

Prepayments and Accrued Interest

Prepayments made to suppliers and to other NATO entities are reflected in the Statement of Financial Position. The same applies for bank interest accrued in one year but received only the following year and not distributed to Nations.

Assets – Non - Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets invested for more than 12 months.

Property, Plant and Equipment

In accordance with IPSAS 17 on PP&E, these accounts have been established to capitalize expenditures on administrative assets and show the amortization accumulated against those assets. Administrative assets include those used specifically by the Agency itself in supporting its programme management activities. The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a "right of use".

All property, plant and equipment are stated at historical acquisition value less accumulated depreciation.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below as well as the associated capitalisation thresholds per item.

Straight-line depreciation method is used for all categories however the depreciable life of an asset is dependent upon the particular category it is in.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The table for purchases in 2015 were as follows:

PPE Category	Description	Threshold per item	useful life
Buildings	Building	200,000	40
Installed Equipment	Equipment/building improvements as part of the building such as heating & cooling systems, security systems, renovation, replacements and fixtures	30,000	10
Vehicles	Transportation equipment	10,000	5
Furniture	Desks, Chairs, Cabinets, Safes, etc.	5,000	10
Automated Information Systems	NIMS, major Hardware and Software	20,000	5
Communication and IT Equipment	Equipment/Tools required for daily office operations such as PC's, Laptops, Software, etc.	5,000	3
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	50,000	10

Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee.

All other leases are classified as operating leases. NAPMA does not have any finance leases.

Work in Progress (other non-current assets)

The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&CF E3A Component based on the declaration of Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

Current Liabilities

Payables and Accruals

Payables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. They represent amounts for which goods and services, supported by an invoice, have been received due to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA Staff for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received but not yet supported by an invoice at year-end.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Unearned Contributions

Unearned revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or previous years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Liabilities – Non - Current Liabilities

Advance Contributions

Advances on contributions represent the amounts of funds held on behalf of the Contributing Nations, which arise from a variety of sources including advances from some nations on calls for the following fiscal year, interest earnings on Nations' cash balances, sales of residual assets and R&D recoupment.

Reimbursables NATO Entities

Advances received from NATO Entities to support Third Party Projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for Operations and Support.

Deliverables to NAEW&C Force (other non-current liabilities)

These amounts represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred to NAEW&CF E3A Component based on the declaration of FOC and the final amount upon completion.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognized for liabilities of uncertain timing or amount. It's a present obligation at the reporting date as a result of a past event and it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation. A provision is measured at the best estimate of the General Manager and the amount can be measured reliably.

Contingent liabilities are disclosed in the notes to the financial statements. It could be a possible obligation NAPMA is exposed to a current financial liability that arose from an event which occurred before year-end and where the confirmation of the existence of the liability will only be known through the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events not wholly within the organisations control. This liability does not appear on the face of the financial statements.

Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Programme. The net assets are displayed into three components: Restricted net assets, unrestricted net assets and Investment in capital assets.

The restricted net assets represent the funds used from unrestricted net assets to cover disbursements/expenditures for the year. This is due to the fact that recognition of non-contributing funds were already reported as revenue when it was earned in previous years.

Therefore it is recognized as a transfer from unrestricted to restricted net assets in the column of "excess of revenue over expenditure".

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Unrestricted net assets are non-contributing funds from past net result of revenues (including additional contributions subsequently received from new joiners to the programme).

Invested capital is the accumulated amount of fixed admin assets. This includes all purchases less disposals and depreciation. The fixed admin assets purchases during the year are reflected in the column titled "Net change in Investment in Capital Assets".

Revenue and Expense Recognition

Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Contributions when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from Member Nations and other customers to fund NAPMA budgets. It is recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by operational and administrative budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Exchange rate revenue due to transactions in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate revenue in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial revenue.

Expenses

Budgetary expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Exchange rate losses due to transaction in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate losses in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial expenses.

Surplus or Deficit for the Period

Accounting surpluses or deficits can occur. The reason for this can be using existing funds to cover project expenditures, currency translation adjustments at year-end in accordance with IPSAS 4, and the depreciation expenses of the fixed administrative assets.

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Current Bank Accounts	57,303	128,943
Investment/Deposit Accounts	377,244,173	327,034,600
Total	377,301,476	327,163,543

Cash balances are held in current and deposit accounts spread between two reliable financial institutions. Multiple currencies are held in separate accounts.

The calls for contributions to participating nations are issued according to the 2015 approved budget based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the Board of Directors (BOD). The increase in cash holdings in 2015 is due to higher cash requirements approved in the MTFP formulated to accommodate national budgetary requirements of participating nations and financial prerequisites to support the procurement effort.

2. Accounts Receivable

<u>Accounts receivable</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Receivables from Nations	5,502,311	46,257,484
Receivables from NATO Entities	0	75,079
Receivables from Staff Members	2,681	7,190
Other Receivables/Recoverable	802	0
Receivables from Bank interest	730	0
Long outstanding Receivables	391,657	
Total	5,898,181	46,339,753

Most receivables are due from the contributing nations. It is deemed that all accounts receivable activities will be closed within 12 months from the end of the reporting period. No provisions are made against debts as they are deemed to be collectible.

Long outstanding receivables represent an amount from FY 2012 not yet received from Germany.

3. Prepayments

<u>Prepayments</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Prepayments to NATO Entities	120,313	1,074,301
Prepayments to DFAS	1,136,735	5,245,498
Total	1,257,048	6,319,799

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Prepayments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS (Non-NATO Entities) against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

4. Other current assets

<u>Other current assets</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Accrued Interest	0	390
Total	0	390

Accrued interest is the interest earned that has been recognised but was not received in the bank account yet.

5. Property, Plant and Equipment

During 2015, there were additions to PP&E for automated information system and office furniture. Acquisitions for the year ended 31 December 2015 totalled USD 150,562. The appropriate threshold for capitalization was applied.

Additions in PP&E of USD 150,562 are reported in the Statement of Financial Position and the depreciation expense for the year of USD 131,234 is reported in the Statement of Financial Performance.

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Automated Inf. System (NIMS)	Office Furniture	Vehicles	Property / Structure	Installed and misc. Equipment	Gov. Furnished Equipment	Totals
Opening Balance (01 January 2015)	189,263	72,256	11,575	448,194	7,878	0	729,165
Additions	142,195	8,368	0	0	0	0	150,562
Disposals/Corrections	0	0	0	0	0	0	0
Depreciation	90,501	12,846	11,575	15,097	1,215	0	131,234
Closing Balance (31 December 2015)	240,957	67,778	0	433,097	6,663	0	748,493
Gross Carrying Amount	7,963,986	668,851	63,137	603,899	12,149	79,974	9,391,995
Accumulated Depreciation	7,723,030	601,073	63,137	170,802	5,486	79,974	8,643,502
Net Carrying Amount	240,957	67,778	0	433,097	6,663	0	748,493

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

6. Work in Progress (WIP) (other non-current assets)

<u>Work in Progress</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
WIP	196,692,528	131,889,074
Total	196,692,528	131,889,074

WIP - The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

Changes in Work in Progress for the year were as follows:

	Work in Progress (WIP)	Totals
Opening Balance (01 January 2015)	131,889,074	131,889,074
Additions	66,008,483	66,008,483
Transferred to NAEW&C	1,205,029	1,205,029
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2015)	196,692,528	196,692,528
Gross Carrying Amount	1,957,706,796	1,957,706,796
Accumulated Transfers	1,761,014,268	1,761,014,268
Net Carrying Amount	196,692,528	196,692,528

Liabilities – Current Liabilities

7. Payables and Accruals

<u>Payables</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Payable to NATO Entities	2,889	141,121
Payable to Non-NATO Entities	282,471	633,028
Payable to Suppliers	1,344,815	103,200
Payable to Staff	23,211	37,617
Total	1,653,386	914,966

Payable to NATO Entities

Payables to NATO Entities include primarily an invoice received from NATO Support Agency that was not settled at year-end.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Payable to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled at year-end.

Payable to Supplier

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled at year-end.

Payable to staff members

Amounts due to staff members such as travel expenses and education allowances.

<u>Accruals</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Accrued Bank charges	354	327
Goods receipt – Invoices to be received	2,835,498	2,187,038
Total	2,835,852	2,187,365

Accrued bank charges are the amounts to be paid in 2015 but not yet debited to the bank accounts.

Goods receipt – Invoices to be received are the amounts based on estimates and assumptions made for goods/services that were delivered/performed during fiscal year 2015 but not invoiced by the 31 December 2015.

8. Unearned Contributions

<u>Unearned Contributions</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Unearned Contribution	338,191,468	292,802,615
Total	338,191,468	292,802,615

Unearned contributions represent the balance of Nations' called contributions which are associated to the various programmes and those that are meant to fund administrative support that have not yet been recognized as revenue. The budgets and associated call for contributions are based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the Board of Directors (BOD) increased from 2014 to 2015.

Liabilities – Non-Current Liabilities

9. Advanced Contributions and Reimbursables NATO Entities

<u>Advances on Nations' Contributions</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Advance Nation accounts	40,381,734	83,597,349
Total	40,381,734	83,597,349

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Advances on Nations' contribution are funds held on behalf of the Participating Nations which arise from a variety of funding sources including calls for future year's budgets as stated in the NAPMO FR art.29.5, interest earnings on Nations' cash balances, sales of residual assets, R&D recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP).

The decrease from 2014 to 2015 results from the adjustment for the first call for contributions recorded on nation advance accounts at year end in 2014 and was adjusted accordingly in 2015.

<u>Reimbursables</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Reimbursable NATO Entities	1,150,749	1,022,209
Total	1,150,749	1,022,209

This account tracks the financial activities to support Third Party NATO Entities. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for Operations and Support.

10. Deliverables

<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Deliverable	196,692,528	131,889,074
Total	196,692,528	131,889,074

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred on the declaration of FOC and the remaining amount on completion.

Changes in Deliverables for the year were as follows:

	Deliverables	Totals
Opening Balance (01 January 2015)	131,889,074	131,889,074
Additions	66,008,483	66,008,483
Transferred to NAEW&C	1,205,029	1,205,029
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2015)	196,692,528	196,692,528
Gross Carrying Amount	1,957,706,796	1,957,706,796
Accumulated Transfers	1,761,014,268	1,761,014,268
Net Carrying Amount	196,692,528	196,692,528

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

11. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognized when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

<u>Revenue</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Revenue from Contributions	26,380,041	23,744,808
Financial Revenue	3,721,979	0
Other Revenue	297,072	604,526
Total	30,399,091	24,349,334

Revenue from Contributions was used to pay expenses related to project and administrative activities.

Financial revenue represents the accumulated exchange rate gains and losses due to transactions recorded in foreign currencies during the year, which only reflect an unrealised gain or loss required for reporting purposes.

Other revenue from "Advances on Nations contribution" was used to pay for the "Canadian Sources of Repair Relocation" (CANSORREL) requirement.

12. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

<u>Project Expenses</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Projects	8,977,187	2,764,118
Total	8,977,187	2,764,118

Project expenses contain indirect and direct expenditures and are not related to the capitalization of WIP assets.

<u>Administrative expenses</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Personnel	15,826,081	19,142,286
Operational	2,302,829	3,064,527
Total	18,128,910	22,206,813

The majority of the administrative expenses relate to personnel expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal, and training. There is a decrease in the administrative expenses due to the foreign currency valuation at the year end. This is due to the fact that NAPMA's reporting currency is in USD equivalent. Furthermore NAPMA has exercised a continuous efficiency approach regarding the agency during 2015.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The General Manager is entitled to receive a representation allowance due to the requirements to represent NAPMA at events. The amount spent in 2015 was 9,046 USD equivalent. Expenditures made against this allowance are supported by invoices.

The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities such as maintenance costs, travel expenses, communication and information systems. These expenses were needed to meet NAPMA's operational requirements.

The lease for two staff cars has been qualified as an operating lease and is therefore also included in the administrative costs.

Capital

Acquired assets of PP&E were capitalized and depreciated over their useful life (see Note 6).

<u>Financial Expenses</u>	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Financial Expenses	0	740,761
Total	0	740,761

13. Surplus for the Period

The 2015 surplus results from the usage of existing funds to cover project expenditures, the currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4, and the capitalization of the administrative assets minus the depreciation expenses for the year.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

NAPMA's reporting date is 31 December 2015 and its financial statements were authorized for issue by the General Manager on 31 March 2016. No material events, favourable or unfavourable, which would have impacted upon the statements have been incurred between the reporting date and the date on which the financial statements were authorized for issue.

CONTINGENT LIABILITIES

IPSAS defines a contingent liability as *"A possible obligation that arises from past events, and whose existence will be confirmed only by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events not wholly within the control of the entity, or, a present obligation that arises from past events, but is not recognized because: i) It is not probable that an outflow of resources embodying economic benefits or service potential will be required to settle the obligation; or ii) The amount of the obligation cannot be measured with sufficient reliability"*.

The following item represents a contingent liability for NAPMA:

Currently, there is a dispute between Thales and the Belgian authorities on the tax exemption for NATO Mid-Term activities executed in the past. VAT in the amount of €1.6 million was assessed against Thales for work performed under NAPMA's NATO Mid-Term project with Thales as a subcontractor to Boeing. The tax exemption was denied by the Belgian tax authorities for the NMT contract and Thales subsequently paid the VAT with interest and fine and passed this invoice on to NAPMA.

Per guidance from the NAPMO BOD, NAPMA is not authorized to make any payment toward this invoice.

This case is currently under re-assessment by the Belgian authorities.

RELATED PARTIES DISCLOSURE

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans. Based on the BOD annual declarations for 2015, received from all the BOD Members, no significant related party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2015 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant related party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff.

The aggregate remuneration of key management personnel was as follows during the year:

Remuneration of Key Management Personnel For Period ended December 31, 2015			
Number	Grade	Gross Salary (Euro)	USD Equiv. (At End Year Rate)
1	A7	171,684	187,873
3	A6	513,970	562,438
4	A5	607,254	664,518
7	A4	772,968	845,859
15		2,065,876	2,260,688

BUDGET EXECUTION

As per the new NFR's, the Budget Execution Report shall be an annex to the Financial Statements with immediate effect. The execution of the budget during fiscal year 2015 is shown in annex A.

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the financial statements whereas the Budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by programme/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in US Dollar equivalent at an established rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in US Dollar equivalent at the established programme rate.

The BOD approves the budgets based on programme/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board.

As previously stated, the budget and accounting bases differ due to different methodologies. Differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis and restated at a programme rate) are driven primarily by Clearing House timing differences and accruals.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD Equivalent payments are made through DFAS, while the Budgeted Expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

Actual expenditures are recorded on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the Goods Receipt is posted and the budget is consumed by an individual project.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Reconciliation between budget expenditures and expenditures reported in the statement of financial performance:

The following reconciliation shows a minor difference between the budgetary results and the financial statements due to rounding in the execution of Clearing House throughout the year.

Comparison of Budget Execution and Statement of Financial Performance:

	Expenditure Comparison		Difference	Explanation			Net Difference
	BES Expense at Program Rate (\$EQ)	Financial Stmt Expense at Market Rate (LC)	BES Expense @ Program Rate less Fin Stmt Expense @ Mkt Rate	Exchange Difference Program Rate to Mkt Rate	Currency Clearing House Difference	Accrual Difference	
PROJECTS	76,022,746.64	74,985,669.98	1,037,076.66	2,460,497.31	(542,206.87)	(881,214.44)	0.65
ADMIN	21,874,982.06	18,279,471.94	3,595,510.12	3,524,571.88		70,938.24	-
TOTAL	97,897,728.70	93,265,141.92	4,632,586.78	5,985,069.20	(542,206.87)	(810,276.20)	0.65

WRITE OFF

As assets which are currently providing operational service potential are deemed to be the reporting responsibility of NAEW&C FC, NAPMA does only report write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of IPSAS 17 (PP&E).

FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include bank accounts, deposit accounts, and accounts receivable. All financial instruments are recognized in the financial statements. In 2015 NAPMA on behalf of NAPMO Nations only drew advantage from "risk free investment" bank accounts.

NATO UNCLASSIFIED

Annex A

**NAPMA Report of budget execution as at 31 December 2015 (Annex as per the new NFR's Article 34, para 34.4)
(in USD equivalent)**

	BOD authorizations current Budget Year (\$EQ)	Changes to Previous Budget Year Authorizations (\$EQ)	Commitments Carried Forward from Previous FY (\$EQ)	Obligations Carried Forward from Previous FY) (\$EQ)	Lapse in current FY (\$EQ)	Total Authorities Available FY (\$EQ)	Expense at Program Rate (\$EQ)	Commitments Carried Forward (\$EQ)	Obligations Carried Forward into Following FY (\$EQ)	Total Authorities Used FY (\$EQ)	Delta (\$EQ)
PROJECTS	136,574,419.32	20,896.82	84,973,035.80	189,916,646.49	(1,460,549.98)	410,024,448.43	76,022,746.64	(124,847,192.36)	(209,280,323.42)	(410,150,262.41)	(125,813.98)
ADMIN	23,553,993.04	(0.00)	410,909.21	200,046.12	(2,188,609.42)	21,976,338.96	21,874,982.06	(0.30)	(59,770.64)	(21,934,753.01)	41,585.95
TOTAL	160,128,412.36	20,896.82	85,383,945.01	190,116,692.61	(3,649,159.40)	432,000,787.39	97,897,728.70	(124,847,192.66)	(209,340,094.06)	(432,085,015.42)	(84,228.03)

Deltas are caused by NAPMA ERP System Standard settings.

Projects - Delta is caused due to erroneous lapsing of funds in past years related to Purchase Order closure.

Admin - Delta results from incorrect Carry Forward due to Vendor change in past year Purchase Order.

NATO UNCLASSIFIED